

Taxation des plus-values : le CD&V ouvre le jeu

Wouter Beke, patron des chrétiens-démocrates flamands, ne renonce pas à l'équité fiscale. Mais dans une interview au « Soir », il se dit ouvert à d'autres pistes que la taxation des plus-values pour y aboutir.

Afin d'enterrer la hache de guerre après les négociations budgétaires d'octobre 2016, la suédoise s'était accordée pour laisser de côté des réformes importantes, comme celle de l'impôt des sociétés, mais aussi l'idée d'une taxation des plus-values, portée par le CD&V.

Dans une interview au *Soir*, Wouter Beke, président des chrétiens-démocrates flamands, ne fait plus de ce nouvel impôt une exigence ferme. Certes, il reste une priorité du parti, mais si une proposition alternative intervient, qui aboutit à une plus grande équité fiscale, le CD&V ne l'écartera pas de prime abord. « *La taxation des plus-values, c'était une proposition, formulée en septembre de l'an dernier. S'il y en a d'autres, nous verrons, nous sommes prêts à les étudier. Mais à ce stade, je n'ai rien vu de précis, pas de proposition spécifique comme les nôtres* », indique

Wouter Beke.

Le président de parti veut surtout arriver à une plus grande équité fiscale et fait un appel du pied à ses partenaires du gouvernement. Quand on lui demande de détailler quelle mesure pourrait se substituer à l'impôt sur les plus-values, il envoie la balle dans le camp des partenaires : « *MR, VLD, N-VA ont dit que l'équité fiscale était très importante pour eux aussi, bien, donc on attend leurs propositions...* »

Avec cette nouvelle position, Wouter Beke ouvre le champ des négociations qui doivent aboutir à l'été et met la pression sur le timing. « *Tout le monde sait bien qu'après le budget 2018, ce ne sera plus possible, que le momentum sera passé.* » Lisez : la campagne électorale des communales aura commencé, difficile alors de se livrer au jeu des concessions réciproques. ■

Wouter Beke ouvre la porte au compromis

- Le président du CD&V n'est pas hostile à une baisse de l'impôt des sociétés, et ne fait plus de la taxation des plus-values une exigence.
- En revanche, il veut des mesures pour l'« équité fiscale ».
- Un appel du pied aux partenaires suédois.

La Belgique va-t-elle se doter d'un impôt nouveau sur les plus-values ? La réponse à cette question d'apparence simple empeste la vie du gouvernement depuis le 10 octobre 2016. Ce soir-là, le vice-Premier CD&V au gouvernement, Kris Peeters, quittait la négociation pour l'élaboration du budget 2017 et s'en allait « *consulter ses conseillers* ». Il n'est pas revenu, provoquant un gros coup de grain sur la suédoise. Une « solution » s'ébauchait le lendemain après-midi : les vice-Premiers et le Premier ministre ont alors décidé d'enter-

rer les sujets qui fâchent.

Suspendu, donc, le projet de taxer les plus-values (porté par le seul CD&V). Reportée la réforme de l'impôt des sociétés (voulu par tous). Et postposée aussi la demande du VLD de prévoir un mécanisme permettant à l'épargne des citoyens d'irriguer l'économie. Le Premier ministre est maître de l'agenda et ne se risque pas à fixer une échéance précise devant la nature inflammable des questions sur la table.

Dans l'interview qu'il nous accorde, le président du CD&V met la pression et ouvre une porte. Il demande que la négociation reprenne. Quand on lui demande si, idéalement, il faut un accord pour le grand conseil des ministres socio-économique de juillet, il répond : « *Tout le monde sait bien qu'après le budget 2018, ce ne sera plus possible, que le momentum sera passé.* » Lisez : la campagne électorale des communales aura commencé, difficile alors de se livrer au jeu des concessions réciproques.

Équité fiscale

Mais surtout, Wouter Beke ouvre une porte. La taxation des plus-values reste la demande du CD&V, mais si une proposition

alternative intervient, qui aboutit à une plus grande équité fiscale, il l'étudiera. « *La taxation des plus-values, c'était une proposition, formulée en septembre de l'an dernier. S'il y en a d'autres, nous verrons, nous sommes prêts à les étudier. Mais à ce stade, je n'ai rien vu de précis, pas de proposition spécifique comme les nôtres. Charles Michel est le chef d'orchestre.* » Quand on lui demande de détailler quelle proposition accroissant l'équité fiscale pourrait se substituer à l'impôt sur les plus-values, il envoie la balle dans le camp des partenaires : « *Nous sommes un parti sérieux, nous ne travaillons pas avec des slogans : quand nous proposons quelque chose, c'est très étudié, et quand les partenaires disent que l'équité fiscale est très importante pour eux aussi, alors j'attends des mesures précises de leur part, élaborées par leurs centres d'études.* » Et Wouter Beke lance un appel : « *MR, VLD, N-VA ont dit que l'équité fiscale était très importante pour eux aussi, bien, donc on attend leurs propositions...* »

Une optique plus ouverte que lors de récentes interviews. La semaine dernière, dans *De Zondag*, Wouter Beke disait encore qu'il

estimait que l'impôt sur les plus-values proposé par le CD&V devait advenir et suggérait qu'il adviendrait, comme ce fut le cas, soutient-il, pour le tax shift : « *Il y a deux ans, nous avions dit qu'il fallait un tax shift et les autres disaient qu'il ne verrait pas le jour. Aujourd'hui, tout le monde revendique la paternité de ses résultats. Mais c'est grâce à nous qu'il a vu le jour.* » L'élargissement, par le CD&V, de la discussion à l'équité fiscale, sans plus la cantonner à l'impôt sur les plus-values, pourrait permettre à la négociation d'avancer. Sur l'impôt des plus-values, la N-VA avait été claire, c'est non. « *Cela ne rapporterait presque rien, cela toucherait la classe moyenne qui possède une maison, donc essentiellement les Flamands* », avait lancé Bart De Wever fin avril. Il avait toutefois glissé : « *Mais l'idée d'une plus grande équité fiscale est pour moi très légitime. Un compromis avec les autres partis de la coalition pour arriver à une plus grande équité fiscale est donc certainement possible. Mais il y a une condition importante : que le gouvernement poursuive les réformes socio-économiques ces prochaines années.* »

En revanche, Wouter Beke tord

le cou à un canard : le CD&V ne lâchera pas l'impôt des plus-values en échange d'un nouveau tax shift qui allégerait les charges dans la construction et le commerce en ligne. L'idée de ce tax shift a été lancée la semaine dernière par l'homme fort du CD&V au fédéral, Kris Peeters. Certains y avaient vu une monnaie d'échange. Wouter Beke est clair : « C'est non. »

Quoi qu'il en soit, le Premier arrachera-t-il un compromis ? Réponse en juillet au super-conseil des ministres socio-économique, en septembre au plus tard. Après, comme dit Wouter Beke, « le momentum sera passé »... ■

D.Cl et B.Dy

les centristes dans la suédoise « Les allocations sociales 2015-2016 ont augmenté de 5,3 milliards »

ENTRETIEN

Pas insensible à la victoire de Macron en France, qui dope le « centre » à son sens, Wouter Beke, patron des chrétiens-démocrates flamands, donne le ton à mi-législature avant que tout le monde ne bascule dans la pré-campagne pour les communales (2018) et législatives (2019)...

A l'occasion de la célébration de l'encyclique *Rerum Novarum*, vous mettez traditionnellement en avant les acquis « sociaux » du CD&V... Cela étant, les syndicats sont durs pour le gouvernement, la CSC est très critique...

En 2014, nous avons constitué un gouvernement exclusivement socio-économique, on a dit :

« Jobs, jobs, jobs ! », et tout le monde voit que ça donne des résultats. On a créé 100.000 emplois en 2015-2016, la Banque nationale en prévoit entre 40 et 50.000 supplémentaires par an pour 2017 et 2018... Une performance. Il y a 100.000 chômeurs en moins qu'au début 2015. Ces résultats sont dus en partie à la conjoncture internationale, mais aussi aux mesures prises, à commencer par le tax shift. Et dans le tax shift, on a mis le focus sur les petits revenus. Moins taxer le travail, moins taxer les petits revenus... Tout cela est très social.

Les allocations sociales ne suivent plus, soutient-on dans l'opposition.

Ce n'est pas exact. Ces deux dernières années, on a « dépensé » globalement 5 milliards en plus qu'en 2014. Avec un social shift au sein des dépenses sociales : entre 1,3 milliard et 1,6 milliard est réservé au paiement des pen-

sions. En plus. Chaque année ! On se souvient des déclarations au Parlement de Michel Daerden (PS), ministre des Pensions : « Je ne suis pas certain qu'on pourra encore payer les pensions en 2015 ! » Vous savez, il y a 10.000 retraités en plus par mois. En un an, cela représente quasiment le budget de la Justice. Garantir les pensions comme nous le faisons - il faut ajouter l'impact de nos réformes structurelles -, c'est être social. Sans cela, les gens devront se tourner vers les assurances privées, et beaucoup n'auront pas même les moyens de se couvrir...

Mais alors, quand elles critiquent l'action du gouvernement, les organisations syndicales sont, selon vous, dans l'idéologie, voire dans l'erreur ?

Elles défendent les intérêts des travailleurs, je peux comprendre, mais je vous ai dit que nous avons de bons résultats et j'ajoute qu'actuellement, les syndicats négocient dans les entreprises des progressions salariales d'environ 1 % alors que sous la législature précédente, c'était le blocage salarial ! D'ailleurs, nous avons la paix sociale. Mon parti, Kris Peeters en particulier, s'investit beaucoup pour cela, la paix et le dialogue social.

A propos de campagne, sur un autre registre, Bart De Wever a relancé l'idée du confédéralisme. Le CD&V veut lui aussi une nouvelle réforme de l'Etat ?

Cette législature est socio-économique et doit le rester jusqu'au bout. Et puis, pour réaliser une

réforme de l'Etat, il faut une majorité des deux tiers au Parlement, donc trouver des partenaires... Sans cela, c'est juste des slogans.

Le CD&V s'était prononcé lui aussi pour le confédéralisme.

Mais nos institutions présentent déjà des aspects confédéralistes : parité au conseil des ministres, pas de hiérarchie des normes... Si vous me demandez si le CD&V est ouvert au transfert de nouvelles compétences vers les Régions et les Communautés, je dis oui. La sixième réforme de l'Etat n'est pas la dernière, même si elle a résolu pas mal de problèmes. La différence avec la N-VA, c'est qu'eux ne veulent pas une septième réforme de l'Etat, mais repartir d'une feuille blanche. Qu'est-ce que cela veut dire ? Ce n'est pas mon option.

Dans le modèle de la N-VA, la Région bruxelloise disparaît. Elle est cogérée pour l'essentiel par la Flandre et la Wallonie. Vous êtes d'accord ?

Ce n'est pas mon modèle. Pour moi, la Région bruxelloise est une Région à part entière. Je l'ai souligné : pour danser le tango, il faut être deux, je veux dire qu'il faudra une majorité des deux tiers pour réaliser une réforme de l'Etat, donc avoir des parte-

naires.

Certains croient voir venir un Michel II ?

En 2014, on avait beaucoup spéculé aussi... Partout, on disait : « La tripartite va continuer... » Il n'en fut rien. Les électeurs décident.

Au sud, l'affaire Publifin plombe le PS dans les sondages, le paysage politique est secoué, cela vous inspire quelque chose ?

J'ai écrit un ouvrage en 2013 :

Le centre courageux – différent du centre mou, et tous les extrémismes, de gauche comme de droite, sont inquiétants pour moi. Le Vlaams Belang en Flandre, le PTB en Wallonie. En France, Mélenchon n'était pas capable d'appeler à voter pour Macron ! Même dans les années trente, lors d'une élection où il avait fallu choisir entre Paul Van Zeeland et Léon Degrelle, les communistes s'était positionnés clairement. Aujourd'hui, non, il y a un embarras à l'extrême gauche quand il faut se prononcer sur l'extrême droite. Concernant les sondages, je ne

suis pas inquiet. Aux Pays-Bas, le CDA et D66 ont gagné. Macron, avec un programme du centre, a gagné. Merkel, malgré les indications, est à 39 % dans les intentions de vote. Et même Theresa May en Angleterre fait une campagne du centre. Il y a un potentiel pour un parti du centre. Aussi en Wallonie.

En fait de « centre », quand on qualifie le gouvernement fédéral, on parle d'un exécutif ancré à droite, marqué par la

N-VA...

Je dirais que dans le gouvernement fédéral, le CD&V travaille avec le centre de Charles Michel. Sur le socio-économique, on est souvent sur une même longueur d'onde. C'est un gouvernement de centre-droit. Alors, c'est leur droit d'être de droite, ce n'est pas interdit, mais où sont les grandes privatisations dans la Sécu ? Où sont les grandes réductions de dépenses dans la sécurité sociale ?

900 millions d'économies dans la

Sécu...

C'est une non-croissance de dépenses, ce ne sont pas des économies. Les allocations sociales 2015-2016 ont augmenté de 5,3 milliards. 10 milliards pour la législature : 7 milliards pour les pensions et entre 2 et 3 milliards pour les soins de santé. Le « centre courageux », c'est réserver ces moyens en surplus, c'est aussi entreprendre des réformes structurelles. Il faut faire les deux. La gauche dit qu'il faut seulement des moyens en surplus. La droite dit qu'il faut seulement des mesures structurelles. Nous, c'est les deux. Et que fait le gouvernement ? Les deux.

Reste que le Voka, le patronat flamand, voit un gouvernement « en affaires courantes ».

Le Voka n'est pas très attentif : on a réformé la loi de 96 sur la position concurrentielle des entreprises, on a fait un accord social avec une possibilité de négocier les salaires, le « werkbaar werk », un contrôle budgétaire pour garder nos finances publiques dans les clous, etc. On a bien travaillé. Il y a encore beaucoup à faire. Je vous en ai parlé. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

Wouter Beke

Wouter Beke, 42 ans, est président du CD&V depuis 2010 et effectue son troisième mandat. Il est licencié en sciences politiques de la KUL, où il a ensuite décroché un doctorat en sciences sociales. Il a fait ses débuts en politique en 2004, devenant échevin à Leopoldsburg et sénateur, succédant à Stefaan De Clerck. Il est ensuite devenu bourgmestre. Il a négocié pour le CD&V le programme du gouvernement Di Rupo I, avant de prendre la direction du CD&V il y a sept ans.

BONNÉ GOUVERNANCE

« Je ne suis pas favorable au décumul intégral »

Chapitre « renouveau politique » : le CD&V est défavorable au cumul intégral. C'est exact. Nous voulons appliquer le régime existant pour les députés européens : pas de possibilité de cumul avec un poste de bourgmestre d'une commune de plus de 50.000 habitants. Pourquoi pas un décumul « intégral » ? Si on ouvre cette porte, alors il faut discuter de tous les cumulés. Pourquoi un simple bourgmestre qui est député, cela ne va pas, mais un avocat, un médecin, ça va...

D.CI ET B.DY